



PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat général
Direction des Usagers et des Libertés Publiques
Bureau de l'Environnement

Arrêté préfectoral complémentaire n° 2013 – 2668 du 15 NOV. 2013
demandant la remise d'une étude de dangers pour les installations exploitées par la
SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY sur le territoire de
la commune de DUGNY-SUR-MEUSE

La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le livre V – titre I^{er} du code de l'environnement et notamment son article R. 512-31 ;

VU le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées
pour la protection de l'environnement ;

VU le décret du 14 septembre 2012 portant nomination de M^{me} Isabelle DILHAC, Préfète de la
Meuse;

VU l'arrêté préfectoral n°2013-208 du 28 janvier 2013 accordant délégation de signature à M^{me}
Hélène COURCOUL-PETOT, Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la
probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des
conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées
soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007-745 du 29 mars 2007 modifié autorisant la SOCIÉTÉ DES
CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY à exploiter une usine de fabrication de chaux
sur le territoire de la commune de DUGNY-SUR-MEUSE ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine en date du 11 juin
2013 ;

VU l'avis favorable du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et
Technologiques (CODERST) dans sa séance du 30 septembre 2013 ;

CONSIDÉRANT que la dernière étude de dangers des installations exploitées par la SOCIÉTÉ
DES CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY à DUGNY-SUR-MEUSE date de
1993 ;

CONSIDERANT qu'il n'y a pas de différence substantielle dans la démarche d'élaboration des études de dangers, en particulier pour ce qui concerne l'analyse des risques, suivant le régime administratif de classement de l'installation classée, du moment qu'elle relève a minima de l'autorisation ;

CONSIDERANT la nécessité de disposer d'une étude de dangers réalisée répondant à l'ensemble des dispositions de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

SUR proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de la Meuse ;

ARRETE

Article 1^{er} : Champ de l'arrêté

La SOCIÉTÉ DES CARRIÈRES ET FOURS À CHAUX DE DUGNY remettra au Préfet pour l'ensemble des installations qu'elle exploite dans son établissement industriel de DUGNY-SUR-MEUSE, une étude de dangers conforme aux dispositions de l'article R. 512-9 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.

L'étude devra être fournie dans le délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 - Sanctions administratives

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Recours

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY - 5, place de la Carrière - case officielle n° 38 - 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant et d'un an pour les tiers à partir de la publication.

Article 4 - exécution et information

- la secrétaire générale de la préfecture de la MEUSE,
 - le sous-préfet de VERDUN,
 - le maire de DUGNY sur Meuse,
 - l'inspecteur des installations classées (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement),
 - la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Service Prévention des Risques),
- sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie conforme sera adressée pour notification à la Société des Carrières et Fours à Chaux de Dugny et pour information :

- à la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – Service Ressources et Milieux Naturels,
- au Directeur départemental des territoires / Service Environnement,
- au Directeur départemental des territoires / Service Urbanisme et Habitat,
- à la Déléguée territoriale de l'Agence Régionale de Santé,
- au directeur du service départemental d'incendie et de secours,
- au Chef du Service interministériel de défense et de la protection civile,
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,
- au Chef de l'Unité territoriale de la Direction régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi,
- aux membres de la commission locale d'information et de surveillance.

La Préfète,
Pour la Préfète,
La secrétaire Générale,

Hélène COURCOUL-PETOT





PRÉFET DE LA MEUSE

Bar le Duc, 15 NOV. 2013

Préfecture
Secrétariat général
Direction des usagers
et des libertés publiques
Bureau de l'environnement
Affaire suivie par : Virginie HAINE
Tél. : 03 29 77 56 48
virginie.haine@meuse.gouv.fr

Monsieur le Directeur,

Afin de déterminer le classement des installations que vous exploitez sur le site de l'usine de fabrication de chaux de Dugny sur Meuse, et ce, suite à la parution du décret du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature et l'arrêté ministériel modificatif du 14 décembre 2011, une nouvelle étude de danger s'avère nécessaire.

Suite à l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis le 30 septembre 2013, et en l'absence d'observations de votre part sur le projet d'arrêté communiqué le 18 octobre dernier, j'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, à titre de notification, une copie conforme de mon arrêté complémentaire de ce jour.

Je vous serais obligée de bien vouloir compléter le présent accusé de réception et me le renvoyer dûment signé par retour du courrier.

J'attire votre attention sur le fait que le délai de 2 mois, qui vous est accordé en vertu de l'article R514-3-1 du code de l'environnement pour introduire un éventuel recours contre cette décision auprès du Tribunal Administratif, court à compter de la présente notification.

Conformément à l'article R512-39-I-5°, je vous rappelle que les frais d'insertion, dans deux journaux, d'un avis concernant cet arrêté complémentaire seront à votre charge.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

La Préfète,
Pour la Préfète,
La Secrétaire Générale,


Hélène COURCOUL-PETOT

Monsieur Jacques MORET
Directeur de la Société des Carrières
et Fours à Chaux de Dugny
B.P. 1

55100 DUGNY sur MEUSE